

Rapport de l'Observatoire Social Tunisien Aout 2017

Le mois dernier a été dominé par une vague de feux qui comprenait plusieurs gouvernorats en Tunisie. Les incendies de ce mois-ci comprenaient huit gouvernorats, principalement dans le nord-ouest et le centre-ouest, plus de cinq mille hectares de forêts et zones agricoles sachant que la moyenne annuelle varie autour de 1 400 ha. L'année dernière n'a pas dépassé ce seuil alors que l'année précédente les incendies ont été au delà de la moyenne générale.

La problématique est que, cette année, les incendies ont atteint des chiffres record et ont conduit à des dégâts humains avec des répercussions très importantes et négatives sur le système environnemental, économique et social.

La situation a été décrite, en premier, par divers médias et à travers les lectures de nombreuses autorités responsables ainsi que des

positions de fonctionnaires au sommet de la pyramide du pouvoir pour confirmer que les feux ont été provoqué et que certains suspects ont été arrêtés pour accuser, ensuite, certaines parties comme les ouvriers de chantiers.

Les attitudes et les opinions se sont chevauchées autour du dossier et le résultat fut que les feux reconnus comme provoqués et l'intention des pouvoirs spécialisés à révéler toute la vérité et à poursuivre les coupables.

Il n'est pas normal que la taille des feux atteigne presque l'ampleur de la catastrophe et que les plus touchés soient les 11% des Tunisiens classés sous la ligne rouge de la pauvreté.

Il n'est pas normal que la taille des feux atteigne presque l'ampleur de la catastrophe et que les plus touchés soient les 11% des Tunisiens classés sous la ligne rouge de la pauvreté.

Les victimes sont ceux qui vivent à l'ombre et à l'extérieur de tous les domaines d'information et d'accompagnement , Les conflits sociaux, la pauvreté courante et la misère vivante au quotidien, les catastrophes naturelles, les pluies torrentielles, la neige, la sécheresse, les feux ... et de nombreux exemples loin des regards, des partis politiques et dans les cas extrêmes l'attention circonstancielle de certains médias. Les franges sociales, victimes étaient celles que les incendies ont détruits leur source de gagne pain, d'espoir et de pérennité.

On a annoncé que l'incendie était un acte provoqué et nous attendons les résultats des enquêtes, d'autant plus que le gouvernement s'engage dans une politique de lutte déclarée, féroce et totale contre la corruption et le népotisme mais le dossier fut clos rapidement avec le contrôle du feu et la fin des incendies.

Les autorités officielles n'ont pas fourni les informations minimales sur les parties impliquées dans les incendies et tous ceux qui bénéficient des incendies et la taille des pertes individuelles, collectives, communautaires, économiques et environnementales de ces feux.

Il semble que le dossier ait été clos sans raisons apparentes. Les autorités officielles ont clôturé le

dossier d'une manière qui soulève de nombreuses questions importantes et dangereuses à son sujet.

Sans entrer dans les détails du dossier, ce qui est important pour nous, c'est que les répercussions sociales des incendies qui ont eu lieu en Tunisie au cours de cet été toucheront les huit gouvernorats compte tenu de la carte des manifestations sociales collectives que nous surveillons quotidiennement.

La majorité des gouvernorats qui ont subi les incendies sont ceux qui témoignent d'un nombre limité de protestations, les feux récents peuvent pousser ces parties du pays à s'engager dans une nouvelle vague de manifestation dynamique et différente.

Les nouveaux incendies au niveau intermédiaire ouvrent la voie aux mouvements de protestation sociale par différents moyens et cibles qui peuvent avoir un impact significatif et potentiellement grave sur le développement de la situation actuelle

La situation actuelle est très fragile en raison de la rupture de la vision et du brouillard géopolitique en raison de la situation régionale et de ses répercussions sur la scène tunisienne.

La guerre contre la corruption a également été l'une des questions dont l'attention semble avoir chuté de manière spectaculaire malgré toutes les affirmations de la société politique et des pyramides de pouvoir que la corruption est l'une des priorités fondamentales pour le succès de l'expérience démocratique en Tunisie.

Ce qui fausse la société et l'économie et fausse la dynamique politique, met en avant de nombreux noms et déclenche des signes de mobilisation de la communauté pour aller de l'avant en découvrant les différents dossiers de la corruption et des réseaux de corruption et les parties impliquées et en particulier la divulgation des mécanismes de cette pieuvre, ses moyens et mécanismes, ses financements, ses acteurs et ses bénéficiaires, l'étendue de sa pénétration dans divers niveaux administratifs, ses réseaux locaux, régionaux et mondiaux ... et autres questions sensibles dont la rue tunisienne a attendu des réponses rapides et fermes. Nous ne sommes pas encore arrivé à l'état de désespoir mais plusieurs doutes le sérieux et les motivations du cheminement sont apparues ici et là qui augmentent de peur de mettre fin à la marche avant son lancement.

Les rumeurs se sont multipliées autour de futures libérations éventuelles, d'autres craintes sur la nature de la confrontation, qui semble se suffire de certains éléments des échelons inférieurs de la corruption pour clore progressivement le dossier et peut-être le rouvrir lors d'une crise politique, économique ou sociale, comme dans le cas du Kamour.

La nature des avancements du gouvernement dans le traitement du dossier a suscité de nombreuses manifestations de certains partis politiques et groupes de la société civile.

La rue semble se désintéresser du dossier de corruption qui a été le centre de ses préoccupations au cours des dernières semaines mais cette situation cache un grand potentiel de manifestations qui auront l'opportunité d'émerger sous de nombreuses formes qui peuvent se révéler graves.

La référence à l'égalité en matière d'héritage et au mariage des non-musulmans tunisiens du Président de la République à l'occasion de la célébration de la Journée de la Femme a suscité de nombreuses réactions et positions opposées de la part de ceux qui considèrent cela contraire aux lois de la religion et de la part de ceux qui voient le

contraire ainsi que certaines parties et institutions étrangères.

Le soutien de la position du président de la République a également été au rendez-vous avec de nombreux partis, mouvements politiques et acteurs de la société civile.

Nous croyons que l'initiative du Président de la République est l'achèvement du long dialogue sur les diverses formes de violence à l'égard des femmes aboutissant sur la loi contre la violence faite aux femmes récemment adoptée par l'A.R.P. et considérée comme importante dans le code du statut personnel.

Le remaniement ministériel annoncé depuis de nombreux mois semble ne pas aller dans le sens annoncé par de nombreuses parties ; Ce qui est important, c'est que le remaniement ministériel est finalement partiel et comprend certains ministères de grande importance comme les ministères de l'Éducation et des Finances qui peuvent avoir un lien avec les lignes de continuité dans la lutte contre la corruption ainsi que les moyens qui peuvent être adoptés dans ce dossier.

Par ailleurs, beaucoup de medias n'ont cessé de mettre le point sur les pressions continues que subissent les décideurs effectifs de la part de

ceux qui travaillent dans l'ombre ainsi que leur grande influence dans ce processus.

Dans le même contexte, un des partis politiques au pouvoir a demandé au Premier ministre de ne pas se présenter aux prochaines élections présidentielles.

Plusieurs réactions ont soulevé les intentions réelles de cet appel. Est-ce une tentative de déstabilisation du gouvernement ou est-ce un carton jaune pour perturber le déroulement des dossiers de corruption ou est-ce un rappel que la composition du gouvernement est l'otage de certains partis alliés au pouvoir ?

Les lectures et interprétations sont nombreuses, parfois contradictoires et souvent convergentes, mais ont traduit une vague de protestations différentes dans les déclarations et les positions médiatiques dénonçant la poursuite par l'une des formations politiques du monopole de la scène politique et la tentative d'imposer un ensemble de directives et orientations.

Le paysage, dans sa forme actuelle, reflète un ensemble de tendances afin de traiter de nombreux dossiers importants et fondamentaux et peut-être un désir de freiner cette tendance.

Le ministère des Affaires sociales a pu trouver de nombreuses solutions avec les manifestants, en particulier à Al-Faouar et Al-Kamour.

Nous avons découvert la taille de la contribution de ces zones à la production de gaz et de pétrole. Les manifestations ont arrêté la roue de production et les autorités devaient mettre tous les moyens nécessaires pour le retour de la production.

Le développement de produits stratégiques sous le contrôle de l'armée nationale n'était pas la solution sachant que les mouvements de protestation n'étaient pas violents et ne se livraient pas à une confrontation violente.

Nous continuons à croire que la négociation est la solution avec ces parties touchées par la pauvreté et s'intégrant, malgré eux, dans le circuit de la contrebande et le commerce parallèle par manque d'horizons de développement que proposent les instances régionales depuis des décennies.

D'autres protestations et sit-ins continuent d'être depuis des semaines et des mois et n'ont pas rencontré la même préoccupation et n'ont pas abouti au même résultat que ceux cités précédemment.

Les problèmes ne résident pas dans la nature des pressions sectorielles ou régionales, mais dans la méthodologie de traiter avec les manifestations dans leur globalité.

Et il semble que la manière de traitement des protestations repose sur la même méthode d'inégalités de développement qui a ouvert les portes aux protestations et a mené à la révolution.

Le dossier d'inscription aux prochaines élections municipales, qui se dérouleront, selon ce qui a été annoncé, à la fin de l'année administrative en cours, a été clôturé.

Un grand débat a eu lieu entre ceux qui appelle au report de ces élections en raison du manque de préparatifs nécessaires à son succès et ceux qui demandent à être exécutées aux dates spécifiées, ceux qui ont peur de la manipulation, ceux qui craignent la réticence des électeurs, ceux qui attendent la mise en application réelle de la Constitution au niveau local, par la pratique réelle de la décentralisation et ceux qui considèrent que ces élections ne changeront pas la réalité dans les zones défavorisées qui souffrent de l'absence de perspectives de développement et de chômage

ainsi que d'autres positions sur ce sujet qui font l'incapacité d'élever le moment électoral au niveau des espoirs.

L'inscription aux élections n'était pas conforme aux attentes. La raison est due à l'état général d'anxiété en raison de la détérioration de la situation économique et de l'incapacité de la communauté politique à remplir ses engagements. Le taux d'inscription reflète un discours de protestation. Et s'il n'y a pas de changement sur le terrain le taux de participations aux élections serait dans ce même sens, selon certains indicateurs.

Les élections municipales ouvrent la porte à la démocratie locale qui est la condition préalable au développement local. Ce développement est capable de changer la réalité locale et de réduire les manifestations en s'engageant dans une approche participative qui fait du citoyen un élément essentiel de la pratique du développement.

L'échec de ces élections, au contraire, ouvrira la voie à de nouvelles formes de protestations complexes.

Travailler sur le succès de ces élections et s'engager dans une approche participative contribuent grandement à la création de la

confiance entre les différentes institutions de l'État et le citoyen.

La fin de ce mois a connu la fête d'Eid al-Adha et à cette occasion la saison du pèlerinage a lieu. Cette saison, qui a été accompagnée par beaucoup de problématiques, à commencer par la hausse des prix, des problèmes organisationnels et de nombreuses images qui ont circulé dans des sites sociaux ;

À cette occasion, de nombreuses déclarations officielles ont été faites que les prix du mouton de sacrifice seraient raisonnables et que de nombreuses mesures avaient été prises dans ce domaine.

Les problèmes de la sécurité rurale, les vols répétés et les cas de violence qui ont affecté certains éleveurs sont à l'origine de nombreuses manifestations observées. La spéculation, le monopole et le comportement de certains commerçants ont également provoqué de nombreuses manifestations.

Les grands problèmes résident, en particulier, dans les déchets environnementaux, où les places se transforment en marchés avec la saleté et toutes les formes de pollution qui les accompagnent.

La sécurité environnementale, cet appareil qui fait face à l'une de ses

épreuves les plus importants semble avoir été incapable d'agir et de réduire les déchets.

L'examen de la méthodologie de cet organisme, de son système d'exploitation et des mécanismes dont il dispose semble être une priorité clé pour améliorer les performances de cet appareil sécuritaire.

Les protestations ayant des revendications environnementales ont été observées dans de nombreuses villes et régions.

La rentrée scolaire prochaine avec de nombreux dossiers encore bloqués, les enseignants remplaçants, l'état de plusieurs écoles des régions intérieures, les relations entre les syndicats de l'éducation et l'autorité de tutelle, le retour des universités, les élections des conseils scientifiques, des conseils universitaires, des directeurs et des doyens d'universités ...ainsi que d'autres questions dominant la scène de la précédente année scolaire.

Le flou sur de nombreuses décisions prises avant le licenciement du ministre de l'Éducation continue depuis mai dernier en raison de l'absence de nomination d'un nouveau ministre ainsi que sur leur sort avec le nouveau ministre de l'Éducation,

Les problèmes des laboratoires, des unités de recherche, d'architecture de l'université, des structures de gouvernance, des structures pédagogiques et des dossiers des universités privées sont des problèmes qui nécessitent un examen pour le début d'une année scolaire en présence d'un problème de stabilité. Au cours de l'année scolaire précédente, nous avons observé de nombreux problèmes liés au grand nombre de manifestations observées dans ce secteur.

La nouvelle année n'a pas encore connu la nomination d'un nouveau ministre de l'Éducation et nous sommes au seuil d'une nouvelle rentrée universitaire.

Les élections qui devaient se tenir à la fin de l'année académique précédente ont été reportées au début de cette année. Il en découle que le premier semestre de l'année universitaire sera électorale par excellence et que les dossiers censés être résolus et faisant l'objet de décisions au cours de cet été ont été reportés. Cela se reflèterait probablement par la perturbation du début de la nouvelle année scolaire.

Parmi les problèmes qui ont été identifiés au cours de l'année précédente, il y a l'augmentation de la violence dans de nombreux établissements d'enseignement : la

violence entre les étudiants, entre les élèves, entre les membres éducatifs et l'administration, la violence dans les structures administratives et la violence en dehors de ces institutions (Surtout en ce qui concerne le cadre éducatif et administratif), la violence à proximité des établissements d'enseignement, les horaires scolaires et la violence ... divers problèmes ont été relevés à plusieurs reprises et ont été à l'origine d'un grand nombre de manifestations.

Les débuts de la saison sportive ont coïncidé avec les vagues de violence dans les stades et les alentours.

Dans nos précédents rapports, nous avons mentionné que les stades sportifs et pour de nombreuses raisons sont devenus des pépinières de violence dont les formes ont évolué et, avec le début du championnat national de football, nous avons observé un échange de violence entre les supporters et les fans d'une même équipe.

Les problèmes de violence sportive sont en augmentation d'une année à l'autre et la méthodologie de traitement sécuritaire des masses sportives s'est révélée sans résultats.

La sécurité face au dossier de la violence est toujours insuffisante, nous avons également souligné la

nécessité d'examiner le système en général, sa formulation, ses objectifs, sa gestion, son financement et sa supervision ...

Continuer dans la même approche maintient le même volume de violence potentielle qui peut exploser pour une raison ou une autre avec des conséquences catastrophiques.

L'échange de accusations ici et là, le discours des médias, les missions, les résultats sportifs, les paris sportifs ... tous ces dossiers et autres nécessitent une révision pour éradiquer la violence du secteur sportif ou réduire ses effets.

Le dossier de l'eau a été l'un des plus importants au cours de cet été et comme nous l'avons prédit précédemment, les manifestations ont évolué presque dans toutes les régions en raison de l'interruption de l'eau potable et dans les zones internes qui manquent d'eau potable transparente et sans goût ... La position officielle explique que ceci est dû à la vague de sécheresse dans notre pays au cours des dernières années avec des appels pour la rationalisation de la consommation et prévoit une augmentation de son prix en raison de la pénurie...

Les problématiques d'eau potable ne sont pas nouvelles, il ne faut pas oublier que les années d'abondance ont également été témoins de protestations contre la perte ou l'interruption de

l'eau potable dans de nombreuses régions, en particulier l'intérieur. Quelles mesures ont été prises pour limiter ces problèmes et combien de nouvelles zones ont été reliées au réseau de distribution d'eau potable, y-t-il eu examen et réparation des infrastructures comme les barrages, quelles mesures ont été prises afin de ne pas détourner l'eau de pluie vers la mer ? ... De nombreuses questions qui nécessitent une réponse. Il est vrai que notre pays est en période de sécheresse, mais avons-nous conservé cette richesse en temps d'abondance? Ou avons-nous oublié que notre nature, notre climat connaissent des périodes de marées ?

Les protestations observées au cours de ce mois autour de la pénurie d'eau ont été, comme nous l'avons mentionné, nombreuses et importantes nécessitant une évaluation approfondie afin de fournir une condition d'accessibilité aux richesses équitable entre tous les citoyens.

La saison estivale actuelle était exceptionnelle en termes de vagues de chaleur avec des pénuries importantes d'eau.

Les manifestations relevées ont été de plusieurs formes, des appels de détresse ont été lancés par les médias, des appels de détresse médiatiques, des rassemblements de protestation devant les sièges officiels, des affrontements avec la sécurité, la fermeture des routes et la combustion des pneus. L'impossibilité, dans de tels cas d'avoir une réponse immédiate aux exigences des habitants et la simple présentation de promesses sans capacité de respect n'ont fait qu'augmenter l'état de gronde.

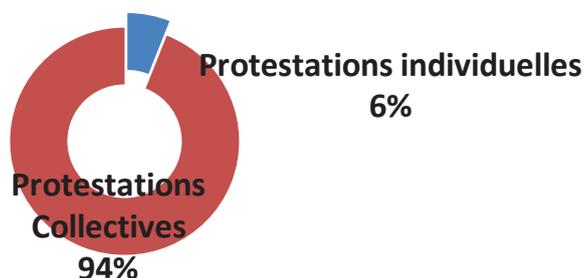
Clarifier la nature et les antécédents des problèmes, travailler de manière participative à la réduction de leur impact, s'engager dans un plan stratégique pour arrêter ce saignement douloureux ouvrent la porte de l'espoir et réduisent les manifestations puisque cela indiquera que les solutions ne sont pas seulement possibles mais en marche de réalisation.

Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs :

Les mouvements de protestations collectives et individuelles durant le mois d'Aout 2017 ont été comme suit :

Mois	Aout		Juillet		Juin	
Nature des Mouvements						
Protestations individuelles	17	6,0%	40	6,3%	17	3,0%
Protestations Collectives	266	94,0%	590	93,7%	552	97,0%
Mouvements de Protestation	283		630		569	

Les mouvements de Protestation Aout 2017



Il ne fait aucun doute que les manifestations sociales individuelles et collectives ont chuté de manière importante pendant le mois d'août.

Il y a plusieurs raisons derrière cette retraite :

- peut-être la plus importante est l'accord avec les manifestants Faouar et Al-Kamour ;

- Les manifestations ont été considérablement réduites dans le bassin minier ;

- La période a été caractérisée par une température très élevée ;

- De nouveaux types de protestations concernant l'eau potable ont eu lieu dans de nombreuses régions.

La répartition de ces mouvements citoyens par Gouvernorat s'est faite comme suit :

	Aout			
	mouvements individuels	Suicides et tentatives de suicide	Protestations collectives	Total
Bizerte	0	0	13	13
Tunis	0	0	32	32
Ariana	0	0	0	0
Manouba	0	0	0	0
Ben Arous	0	0	4	4
Zaghouan	0	0	0	0
Nabeul	0	3	6	9
Jendouba	0	1	7	8
Beja	0	0	10	10
Kef	0	0	8	8
Seliana	0	0	0	0
Sousse	0	0	31	31
Monastir	0	2	5	7
Mahdia	0	1	8	9
Sfax	0	1	18	19
Kairouan	0	4	24	28
Kasserine	0	0	26	26
Sidi Bouzid	0	0	20	20
Gabes	0	0	0	0
Medenine	0	0	11	11
Tataouine	0	0	5	5
Gafsa	0	4	23	27
Tozeur	0	0	0	0
Kebili	0	1	15	16
Total	0	17	266	283

En comparaison avec les mois précédents, comme nous l'avons déjà mentionné ci dessus, le niveau des protestations a considérablement diminué dans tous les gouvernorats sans exception.

Six gouvernorats n'ont vu aucune forme de protestation, à savoir les gouvernorats d'Ariana, Manouba, Zaghouan, Siliana, Gabes et Tozeur.

Sept autres gouvernorats ont connu un niveau de protestation très limité et sont les gouvernorats de Ben Arous, Nabeul, Jendouba, El Kef, Monastir, Mahdia et Tataouine. Les gouvernorats au devant de la scène ont néanmoins maintenu leur position malgré le déclin global du volume des manifestations.

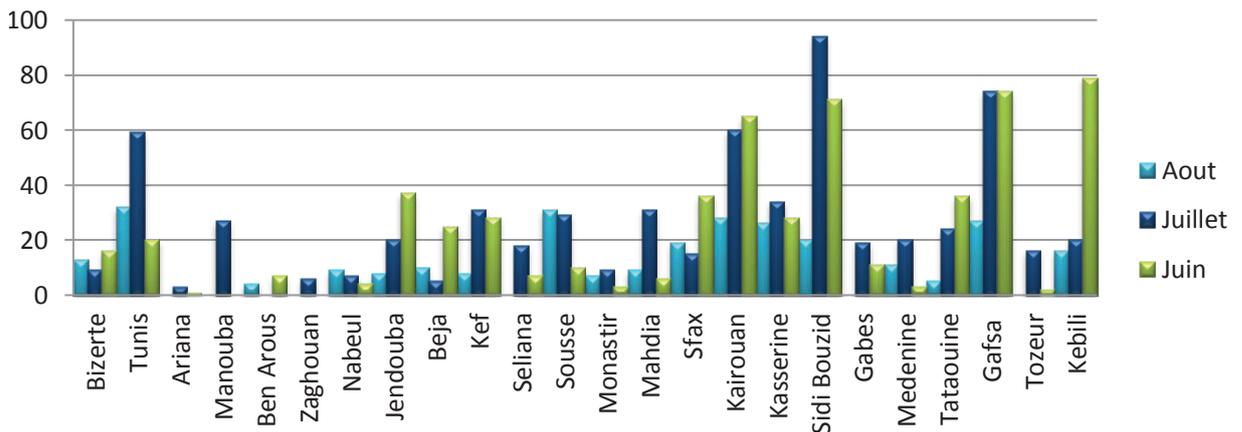
Nous avons enregistré un recul

important des manifestations à Tataouine et Kebili, suite à l'accord conclu avec les manifestants

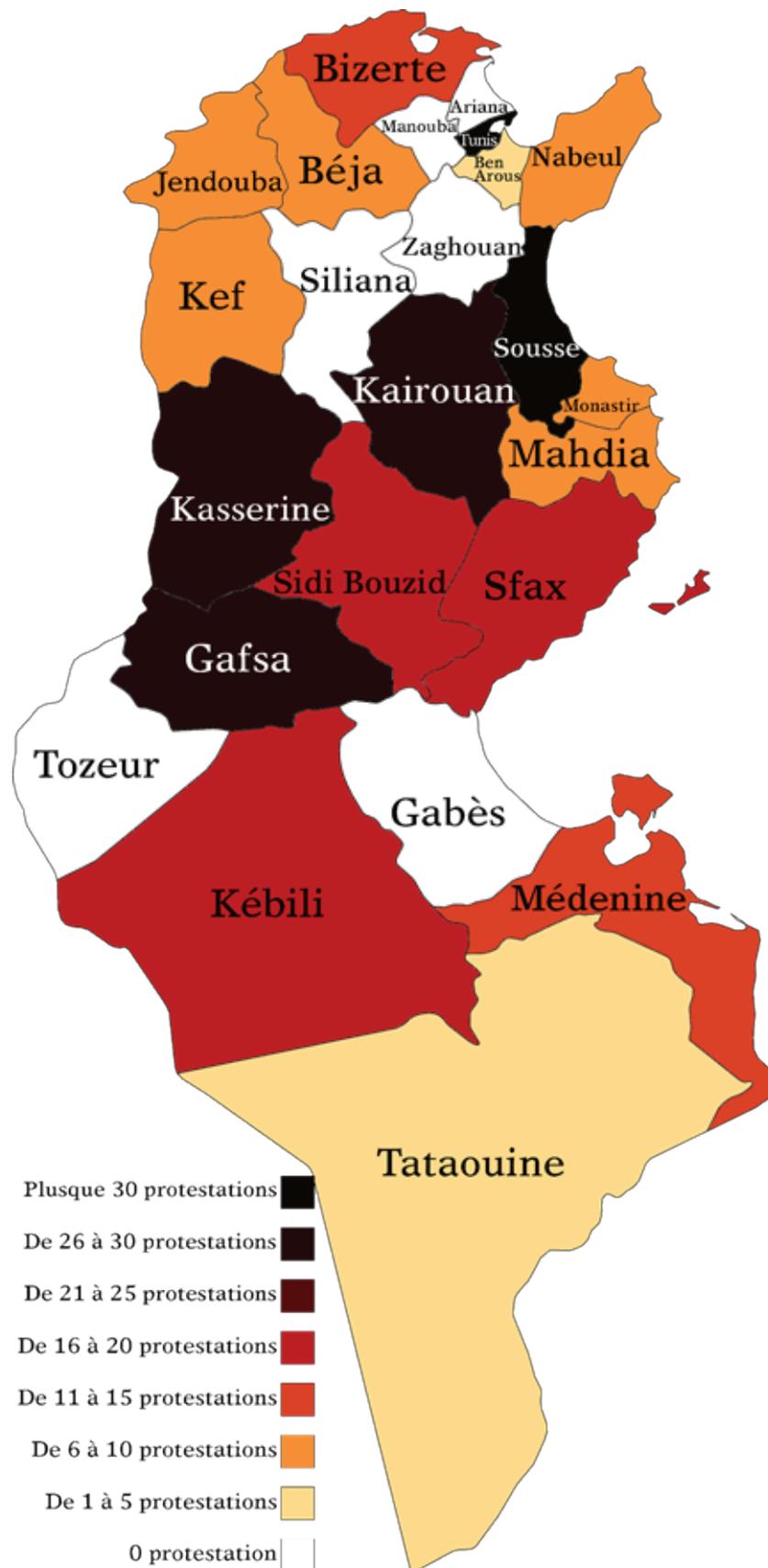
Beaucoup de sit-ins continuent de se tenir comme ceux des

diplômés universitaires, des chômeurs ou du personnel de sécurité, qui sont maintenant confrontés au mépris des autorités responsables et à l'indifférence des médias en général.

Les mouvements de protestation par région
Aout 2017



La répartition géographique des mouvements de protestation :



La carte des manifestations durant ce mois était la suivante:

- Le premier groupe comprend les gouvernorats de Tunis, Sousse, Kairouan et Kasserine ;
- Le deuxième groupe comprend les gouvernorats de Sidi Bouzid, Sfax et Gafsa
- Le troisième groupe comprend

les gouvernorats de Kebili, Bizerte, Medenine et Béja ;

- Le quatrième groupe comprend les gouvernorats de Ben Arous, Nabeul, Jendouba, Monastir, Mahdia et Tataouine ;

- Le cinquième groupe comprend le reste des gouvernorats où aucune protestation sociale collective ou individuelle n'a été observée.

Les mouvements de protestation individuels ou les suicides, tentatives de suicide et autres mouvements :

Mois	Aout		Juillet		Juin	
		%		%		%
Nature des Mouvements						
suicides et tentatives de suicide	17	100%	32	80%	13	76%
autres mouvements de protestations	0	0%	8	20%	4	24%
Protestations individuelles	17		40		17	

Les mouvements individuels de protestations :

Nous n'avons enregistré aucun mouvement de protestation individuel quelque soit sa forme durant le mois d'Aout 2017.

Les mouvements de suicides, tentatives de suicide :

Les caractéristiques des suicides et la tentative de suicide au cours de ce mois étaient les suivantes :

- Une baisse significative du nombre de suicide et de tentative de suicide ce mois-ci, le taux le plus bas observé depuis le début de cette année ;

- Nous n'avons observé aucune tentative de suicide ou menace de suicide collectives ;

- Le nombre de suicides varient entre un et quatre cas dans les gouvernorats concernés pendant ce mois ;

- Quatre cas ont été relevés dans chacun des gouvernorats de Gafsa et Kairouan,

- Nabeul a connu trois cas de suicide ;
- Deux suicides ont été signalés dans le gouvernorat de Monastir ;
- Quatre gouvernorats où des tentatives de suicide ou de suicide ont été détectées, à savoir Jendouba, Mahdia, Sfax et Kebili ;
- Presque la moitié des cas observés étaient féminins ;
- Il existe une similitude dans les cas observés pour les groupes d'âge inférieurs à 15 ans, 26 ans 35, 36 45 et 46 60 ans: trois cas ont été observés pour chaque tranche ;
- Le même nombre de suicide a été observé pour le groupe d'âge de moins de 15 ans par rapport au mois précédent ;
- Trois cas par mois pendant la période estivale constituent une exception car,

habituellement, le nombre de victimes de suicides chez les enfants pendant la période estivale est en régression voire nul ;

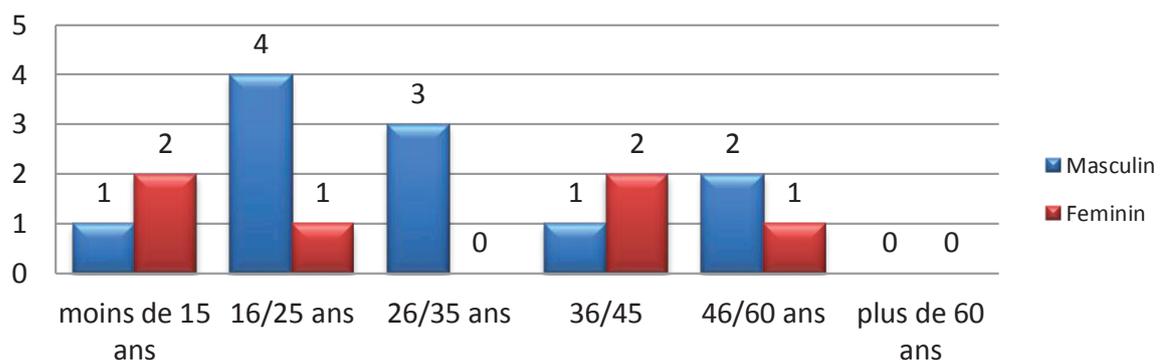
- Nous n'avons enregistré aucun suicide ou tentative de suicide pour les personnes âgées.

À propos des moyens de suicide :

- Nous avons relevé 6 cas de suicide par pendaison, tous des hommes ;
- 5 cas d'immolation d'hommes et un cas de femme ;
- 6 cas impliquant des femmes ont été par des drogues ou des insecticides ;
- Ce qui caractérise l'acte de suicide au cours de ce mois, c'est que les moyens de suicide adoptés pour les hommes étaient l'immolation et pour les femmes de l'ingestion de produits chimiques.

Tranches d'âge	Moins de 15 ans	16/25 ans	26/35 ans	36/45	46/60 ans	Plus de 60 ans	Total
Masculin	1	4	3	1	2	0	11
Feminin	2	1	0	2	1	0	6
Total	3	5	3	3	3	0	17
%	18%	29%	18%	18%	18%	0%	

Les suicides et tentatives de suicide par genre Aout 2017



Les cas de suicide et de tentatives de suicide qui ont été enregistré pendant le mois de d'Aout sont répartis comme suit :

	Aout	Juillet	Juin
Bizerte	0	5	0
Tunis	0	0	1
Ariana	0	1	1
Manouba	0	0	0
Ben Arous	0	0	2
Zaghouan	0	0	0
Nabeul	3	2	0
Jendouba	1	2	0
Beja	0	1	1
Kef	0	1	2
Seliana	0	1	0
Sousse	0	0	0
Monastir	2	0	0
Mahdia	1	1	2
Sfax	1	1	0
Kairouan	4	1	0
Kasserine	0	5	2
Sidi Bouzid	0	1	2
Gabes	0	2	0
Medenine	0	3	0
Tataouine	0	0	0
Gafsa	4	5	0
Tozeur	0	0	0
Kebili	1	0	0
Total	17	32	13

↘ Le gouvernorat de Nabeul :

- **Par immolation :**

- // Le suicide des trois jeunes suite à la tentative échouée de migration non réglementaire.

↘ Le gouvernorat de Jendouba :

- **Par pendaison :**

- // Suicide d'un jeune de 24 ans dans la région de Jendouba Nord sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Monastir :

- **Par immolation :**

- // Suicide d'un jeune trentenaire originaire de sidi bouzid dans la région de Jamel sans raisons connues.

- **Par précipitation :**

- // Le suicide d'une jeune femme de 37 ans dans la cité « el omrane » qui souffrait de troubles psychologiques et se faisait traiter dans l'hôpital Fatouma Bourguiba à Monastir

↘ Le gouvernorat de Mahdia :

- **Par ingestion de pesticides :**

- // Le suicide d'une jeune fille de 17 ans dans la région de Tlelssa à El Jem sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Sfax :

- **Tentative par précipitation :**

- // La tentative de suicide d'une fille de 14 ans vivant dans la rue Mejida

Boulila dans la région de Nasiriya au centre de la ville de Sfax et selon les informations disponibles, elle vivait avec sa famille. cette tentative a revêtu un aspect spectaculaire avec des négociations plus ou moins longues en présence de nombreux citoyens de sites sociaux. L'un des agents de sécurité a réussi à sauver la fille et a ensuite été honoré. la Commission de la protection de l'enfance a promis de suivre le sujet et a fourni à l'enfant un suivi psychologique.

↘ Le gouvernorat de Kairouan :

- **Par immolation :**

- // le suicide d'un agent de la sécurité de Bouhajla suite à sa mutation dans le gouvernorat de Monastir.

- **Par pendaison :**

- // le suicide d'une jeune fille de 14 ans dans la région de Mbarkya, délégation de Hafouz sans raisons connues ;

- // le suicide d'une jeune enfant de 15 ans dans la ville de Kairouan sans raisons connues ;

- // le suicide d'un quarantenaire dans la région de M'ssaide sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Gafsa :

- **Par pendaison :**

- // Le suicide d'un adulte de 48 ans dans la région de Lalette et les raisons seraient liées à des conflits familiaux ;

Le suicide d'un quarantenaire dans la région de Gsar sans raisons connues.

● Par immolation :

Le suicide d'une femme quarantenaire à Om Larayess suite à conflit avec son frère.

● Par ingestion de pesticides :

Le suicide d'une femme quarantenaire divorcée dans

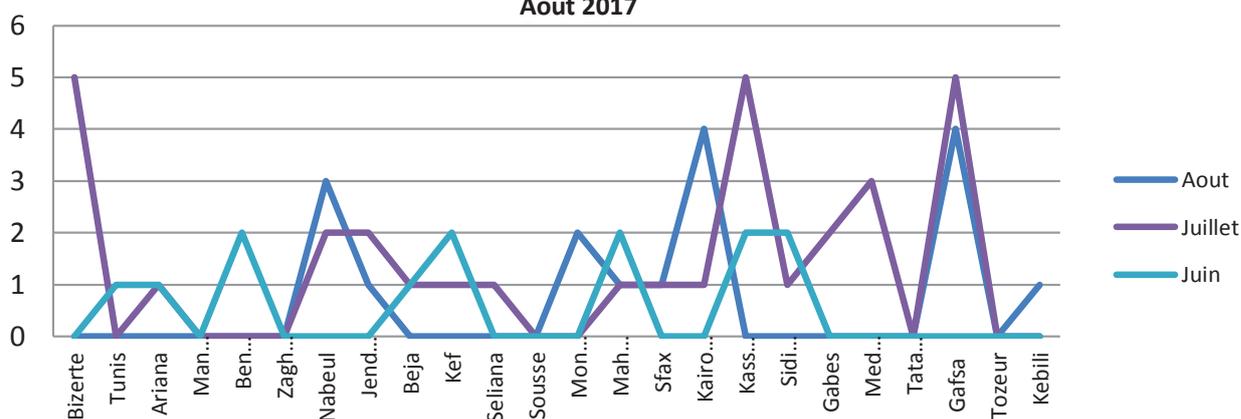
la région de M'dhilla suite à son incapacité à faire face aux dépenses de l'aïd et de la rentrée scolaire de ses 3 enfants.

➤ Le gouvernorat de Kebili :

● Par pendaison :

Le suicide d'un jeune de 29 ans dans sans raisons connues.

Les suicides et tentatives de suicide par région
Aout 2017



➤ Les mouvements de protestations collectifs :

Les mouvements de protestations collectifs sont à répartir comme suit :

Mois	Aout	Juillet	Juin
Protestations Instantanées	155	313	281
Protestations Spontanées	80	181	191
Protestations Violentes	31	96	80
Total	266	590	552

- Ce mois d'Aout, 266 manifestations sociales ont été organisées collectivement, comme nous l'avons mentionné c'est le plus bas niveau de protestation observé depuis le début de cette année. Les manifestations comprenaient 18 gouvernorats.

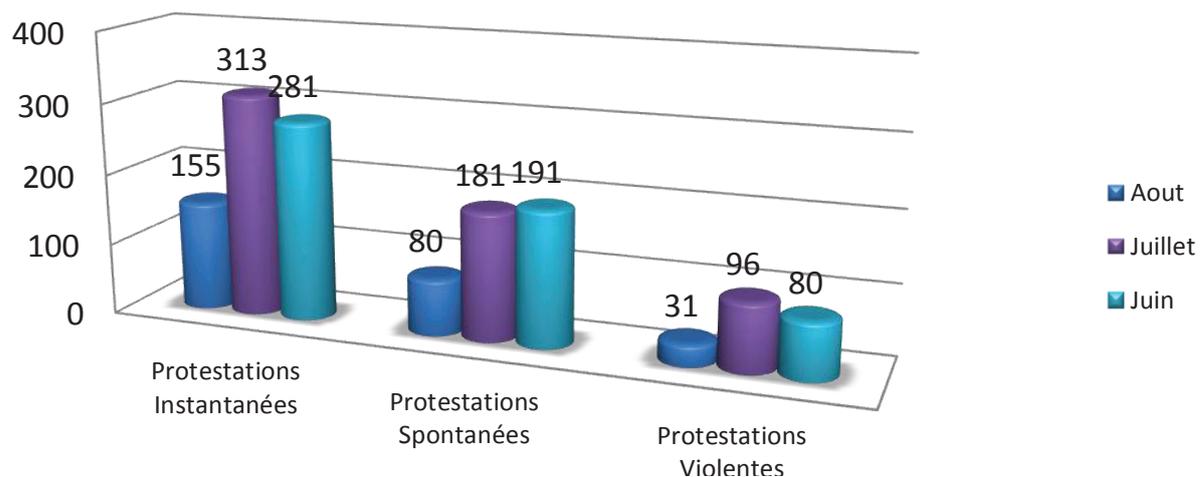
La régression a touché toutes les manifestations, en particulier les manifestations violentes.

Les manifestations instantanées ont dominé la liste des manifestations comme les mois précédents et ont été particulièrement importantes dans les secteurs administratif et social.

Les protestations spontanées ont diminué, en particulier dans le secteur social

Les manifestations violentes étaient limitées et étaient particulièrement liées aux divers problèmes d'eau.

Les mouvements collectifs de protestation Aout 2017



Les moyens de protestation utilisés ont été essentiellement classés comme suit par échelle d'intensité :

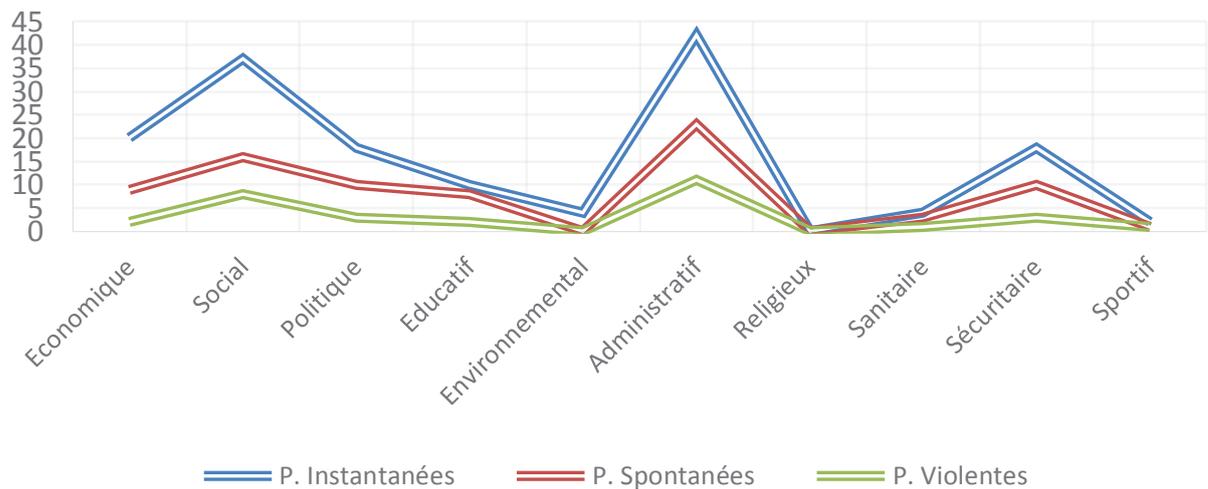
- Les appels médiatiques, les réseaux sociaux et les sit-ins ;
- le blocage des routes, les pétitions de protestation, les marches pacifiques, les pneus brûlés ; et

- les grèves de la faim, les grèves sauvages de la faim, les blocages des lieux professionnels, les affrontements avec les sécuritaires, les grèves, l'abandon de la nationalité tunisienne, les marches pacifiques vers la capitale, les menaces de migration collective et le blocage des ports.

La structure sectorielle des manifestations de protestation collective se dresse comme suit :

	Aout				%
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	
Economique	20	9	2	31	12%
Social	37	16	8	61	23%
Politique	18	10	3	31	12%
Educatif	10	8	2	20	8%
Environnemental	4	0	0	4	2%
Administratif	42	23	11	76	29%
Religieux	0	0	0	0	0%
Sanitaire	4	3	1	8	3%
Sécuritaire	18	10	3	31	12%
Sportif	2	1	1	4	2%
Total	155	80	31	266	

Les types de protestations par secteur



Nous n'avons pas relevé de manifestations d'origines religieuses au cours de ce mois bien que certains partis politiques ayant des origines religieuses aient eu des positions différentes sur les déclarations du Président sur l'égalité en matière d'héritage et nous avons observé des manifestations dans le même contexte dans certains sites sociaux, mais ces manifestations ne se sont pas matérialisées sur le terrain.

Au début de cette publication, nous avons évoqué les protestations dans le secteur du sport, qui étaient principalement des manifestations latentes à travers des actes de violence dans les stades sportifs. Peut-être que les matches de qualification de l'équipe nationale pour se qualifier pour la Coupe du Monde étaient derrière le répit de nombreuses manifestations.

Comme au cours du mois précédent, les manifestations de milieux environnementaux étaient très limitées.

Ces manifestations comprenait à la fois des associations environnementales et des groupes de population. L'émergence de ces manifestations dans les derniers temps n'a pas changé d'architecture. Dans ce contexte, il y a beaucoup de discussions autour de la police de l'environnement

mais ceci semble concerne spécifiquement le comportement de certains citoyens. Les problèmes de pollution et de déchets environnementaux ne semblent pas relever de leur juridiction. Les formes fondamentales de ces polices et leurs domaines d'intervention.

Les manifestations liées à la santé ont également été très limitées ce mois-ci, malgré le fait que des problèmes de santé, en particulier les conditions hospitalières, les organes internes, les équipements médicaux, les médecins de spécialité et la violence contre le cadre médical, paramédical et administratif des hôpitaux demeurent dans les régions intérieures.

Les espaces de protestations, par échelle d'intensité, durant le mois ont été comme suit :

- les sièges de la S.O.N.E.D.E. ;
- les places publiques, les sièges des gouvernorats, délégations et municipalités et, la présidence du gouvernement, le siège de l'A.R.P. et les sièges de la S.T.E.G ;
- Les routes, les espaces professionnels, les sièges des ministères, les offices ;
- les sièges administratifs, Les institutions éducatives, les sièges juridiques, les stades sportifs, les hôpitaux et la présidence de la république.

L'analyse croisée entre les secteurs de revendications et les types de protestations observées permet de dresser le tableau suivant :

	Aout				
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	%
Bizerte	7	3	3	13	5%
Tunis	18	10	4	32	12%
Ariana	0	0	0	0	0%
Manouba	0	0	0	0	0%
Ben Arous	2	1	1	4	2%
Zaghouan	0	0	0	0	0%
Nabeul	2	2	2	6	2%
Jendouba	5	2	0	7	3%
Beja	4	4	2	10	4%
Kef	4	4	0	8	3%
Seliana	0	0	0	0	0%
Sousse	18	8	5	31	12%
Monastir	4	1	0	5	2%
Mahdia	5	3	0	8	3%
Sfax	12	3	3	18	7%
Kairouan	15	7	2	24	9%
Kasserine	13	9	4	26	10%
Sidi Bouzid	15	5	0	20	8%
Gabes	0	0	0	0	0%
Medenine	8	3	0	11	4%
Tataouine	3	2	0	5	2%
Gafsa	10	8	5	23	9%
Tozeur	0	0	0	0	0%
Kebili	10	5	0	15	6%
Total	155	80	31	266	

Les sujets des mouvements de protestation, par échelle d'intensité :

- La société de distribution des eaux ;
- et et les instances sécuritaires ;
- Les municipalités, les gouvernorats, les délégations, les ministères, la présidence du gouvernement, les instances sécuritaires, l'A.R.P. et les groupements d'eau ;
- Les instances éducatives, la présidence de la république, les stades sportifs, les hôpitaux et les organismes juridiques.

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements par ordre décroissant de présence :

- Les habitants ;
- les diplômés universitaires et les chômeurs, les ouvriers, les agriculteurs et les activistes ;
- Les chauffeurs de taxi, les sécuritaires, les employés et les marins ;
- Les parents, Les journalistes, les ouvriers de chantier, les chauffeurs de taxi collectif, les familles des portés disparus, les familles des martyrs et le cadre médical et paramédical.

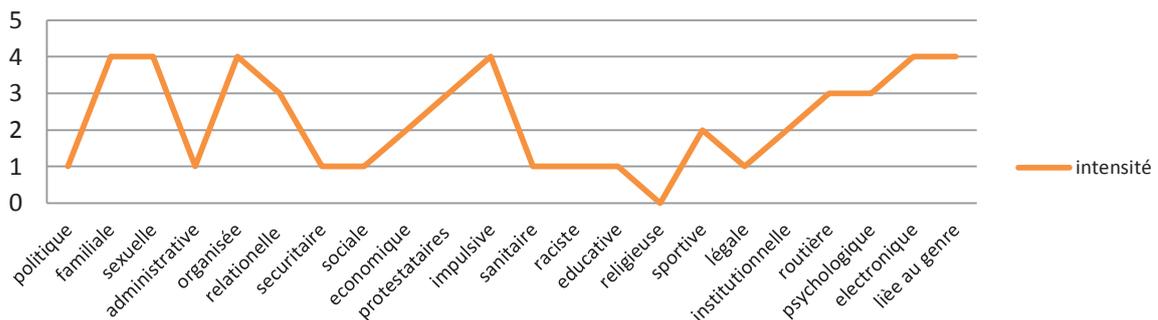
Les types de protestations relevés par région se présentent comme suit :

Villes	Aout											Total	%
	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Religieux	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif	Total		
Bizerte	0	5	0	0	0	5	0	0	0	3	0	13	5%
Tunis	3	3	7	4	0	9	0	3	0	0	3	32	12%
Ariana	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Manouba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Ben Arous	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	2%
Zaghouan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Nabeul	0	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0	6	2%
Jendouba	1	1	2	0	0	3	0	0	0	0	0	7	3%
Beja	0	3	0	2	0	5	0	0	0	0	0	10	4%
Kef	2	2	0	0	0	2	0	0	0	2	0	8	3%
Seliana	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Sousse	5	6	6	0	1	6	0	0	0	7	0	31	12%
Monastir	3	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	5	2%
Mahdia	0	2	0	2	0	3	0	1	0	0	0	8	3%
Sfax	5	5	1	0	1	5	0	0	0	1	0	18	7%
Kairouan	2	5	0	5	0	9	0	0	0	3	0	24	9%
Kasserine	2	9	0	3	0	10	0	0	2	0	0	26	10%
Sidi Bouzid	4	4	5	0	1	3	0	0	3	0	0	20	8%
Gabes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Medenine	1	1	4	2	0	2	0	0	1	0	0	11	4%
Tataouine	0	3	0	0	0	0	0	2	0	0	0	5	2%
Gafsa	0	5	3	2	0	8	0	2	3	0	0	23	9%
Tozeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Kebili	3	3	3	0	0	3	0	0	3	0	0	15	6%
Total	31	61	31	20	4	76	0	8	28	7	266		

Les violences :

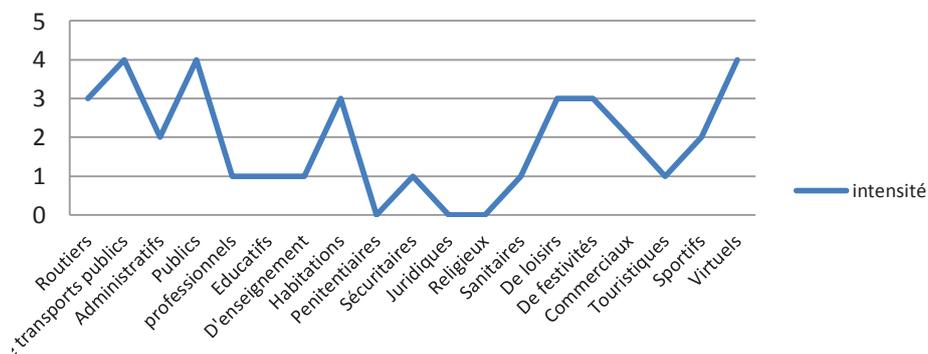
La violence sexuelle a été la forme de violence la plus importante relevée par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien au cours du mois d'août 2017. Suivi par la violence de nature criminelle et familiale. Il semble que le mois d'août n'a pas évolué en comparaison avec le mois de juillet précédent avec une augmentation du nombre de cas de violence observée. Il a également été témoin de l'émergence de cas de viol impliquant des enfants des deux genres de moins de 15 ans, de braquages et de vols.

intensité des violences par type
Aout 2017



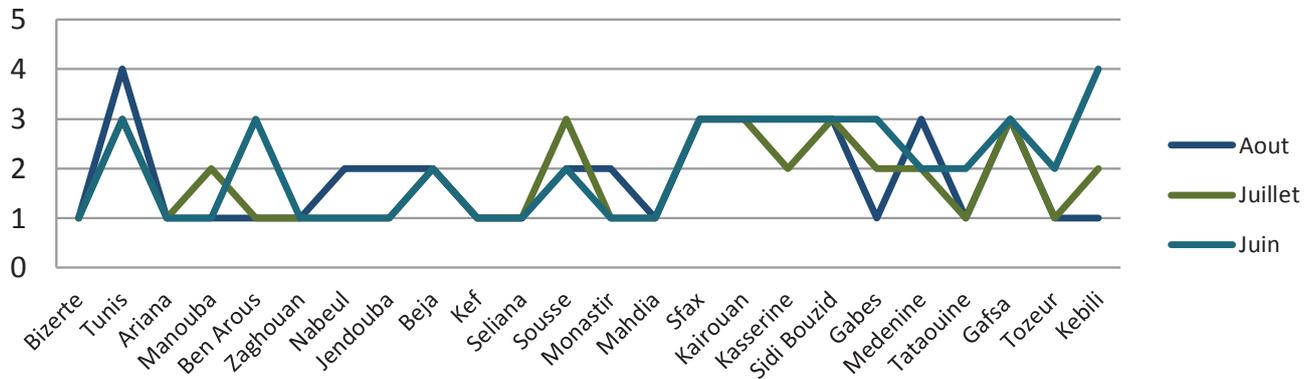
L'intensité des violences selon les espaces s'observe comme suit :

intensité des violences selon les espaces



L'intensité des violences par gouvernorat a été enregistrée comme suit :

Intensité des Violences par Gouvernorats



Il s'en suit une énumération des différentes violences relevées par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien par gouvernorat :

- Le gouvernorat de l'Ariana :

Ce gouvernorat a connu deux actes de violence à caractère sexuel :

- A Raoued, un lecanicien a volé son apprenti et fils de son ami de 13 ans ;
- une fille a été détournée sous la menace par un groupe de jeunes entre Cité Ibn Khaldoun et Raoued.

- Le gouvernorat de Beja :

- Dans la région de Nefza un homme a violé sa voisine institutrice.

- Le gouvernorat de Ban Arous :

- De violents affrontements lors de matchs de football dans le stade de Rades ont été relevés;
- A Ben Arous, une bagarre a abouti à l'utilisation d'un poignard sur l'une des parties du conflit ;
- A Fouchana un agent de sécurité a été agressé.

- Le gouvernorat de Bizerte :

- Le viol pour la troisième reprise du domicile du ministre des affaires religieuses a été relevé dans la ville de Bizerte.

- Le gouvernorat de Gabes :

- La délégation de Mareth a été le théâtre du viol d'un enfant de 5 ans.

- Le gouvernorat de Gafsa :

a enregistré 3 cas de violence à caractère sexuel :

- un jeune de 16 ans a été agressé sexuellement t par un groupe de jeunes ;
- un chauffeur de taxi a harcelé une jeune femme ;
- une jeune femme de 19 ans a été détournée dans l'oasis de la délégation de Lella;
- dans la délégation de M'dhilla, un père a frappé violemment ses jumeaux de 8 mois ca qui a provoqué des contusions cérébrales et une hospitalisation ;
- dans la délégation d'El Gsar, un jeune de 20 ans a poignardé son ami suite à une bagarre ;
- un jeune a renversé son voisin suite à une différend les opposant autour d'un lopin de terre.

- Le gouvernorat de Jendouba :

a enregistré deux actes de violence à caractère sexuel :

- Un adulte a agressé sexuellement sa voisine ;
- Un chauffeur de taxi a tenté de détourner une jeune femme lors de son transport vers son domicile.

- Le gouvernorat de Kairouan :

- Un épicier a harcelé une jeune fille de 15 ans ;
- A Bouhajla, le directeur de la section régionale de la S.T.E.G. a été agressé et un jeune a renversé un autre de sa connaissance lors d'un différend les opposant.

- Le gouvernorat de Manouba :

- Une bagarre entre deux quartiers à EL AGBA a engendré plusieurs blessés et l'intervention des forces de l'ordre ;

- Le gouvernorat du Kef :

- un enfant de 12 ans a été violé par son entraîneur dans une salle de sport privée à Sers ;
- Dans la région de Halef une agression sexuelle avec usage de drogue a été relevée.

- Le gouvernorat de Mahdia :

- Un individu avec des antécédents judiciaires a coupé la route à un jeune de la région en le menaçant de l'égorger pour voler son argent et sa moto-cyclette.

- Le gouvernorat de Monastir :

- La région de Touza a connu le braquage d'un couple et a entraîné le décès de l'épouse et l'hospitalisation dans un état grave du mari ;
- A Moknine, une soirée alcoolisée s'est terminée par le décès d'un des présents par arme blanche.

- Le gouvernorat de Nabeul :

- Dans la délégation de Kelibia une bagarre entre deux quartiers a entraîné la mort d'un jeune par un « tournevis ».

- Le gouvernorat de Sfax :

- L'hôpital de Sfax a été le lieu de la brûlure de la main d'un nouveau né par négligence ;
- La région de Sidi Saleh a connu un état de gronde et de violence menant au décès d'un jeune ;
- Le collège echaiya dans la délégation de Agureb a subi des destructions de la part d'inconnus ;
- Un adulte a égorgé son père dans la ville de Sfax suite à un conflit entre sa femme et sa mère ;

- suite à une bagarre un résident à l'étranger a tiré le feu sur 6 jeunes par vengeance.

- Le gouvernorat de Seliana :

- La région de Gaafour une femme a tué son mari après une dispute à l'aide d'une barre de fer.

- Le gouvernorat de Sousse :

- Dans la région de Messadine, une jeune fille a été détournée et violée ;
- Dans la ville de Sousse un jeune garçon de 15 ans a subi des actes sexuels forcés;
- Plusieurs actes de braquages ont eu lieu y compris celui qui a engendré la mort d'une touriste russe ;
- La région de Kalaa El Kobra le cadavre d'un homme de 45 ans a été trouvé avec la tête démolie dans un sac en plastique ;
- Une enseignante a été lourdement agressée par son époux quand elle a refusé de contracter un prêt bancaire en sa faveur.

- Le gouvernorat de Tataouine :

- La région de Remada a connu l'effraction et la tentative de viol d'une hospitalisée par un jeune dans l'hôpital régional.

- Le gouvernorat de Tunis :

Les actes de violence les plus enregistrés ont été des braquages et vols avec usage d'armes essentiellement dans les zones de Jbal Lahmer, cité Ettadhamen, Gammarth ou devant l'ambassade de France dans l'avenue Habib bourguiba ;

- Dans la région de Sidi Hassine, Sijoumi, un jeune a abusé sexuellement de la femme de son cousin ;
- Dans la région de Zahrouni, un jeune de vingt ans a violé sa mère adoptive ainsi que le viol d'un enfant de 7 ans par un jeune de 17 ans.

- Le gouvernorat de Zaghuan :

- A Zaghuan un époux a tué l'amant de sa femme dans son domicile en les trouvant avec son épouse en flagrant délit.